

Bilan social: l'AFP doit mieux faire!

Compte rendu **SUD** du Comité d'entreprise du 19 juillet 2013

L'évolution des effectifs mondiaux de l'agence, le "Bilan social 2012" et les perspectives du service anglophone ont figuré parmi les principaux points abordés par le Comité d'entreprise du vendredi 19 juillet. L'annonce du départ de la DRH et de la Directrice des systèmes d'information, pour "*raisons personnelles*" et sur fond de crise sociale et de problèmes autour du système rédactionnel multimédia Iris, est tombée vendredi soir, donc après la réunion du CE.¹

Agence France-Précarité

La **précarité visible** reste limitée: les CDD représentent 5,8% des journalistes statut siège en 2012. La direction se targue des "*créations*" de postes et d'avoir commencé à résorber sa "*dette sociale*", notamment en concluant un accord sur la précarité (que *SUD* n'a pas signé, car il était insuffisant et trompeur).² Mais lorsqu'on tient compte de la **précarité invisible** - non répertoriée dans le bilan social -, celle des pigistes, des expatriés "low cost" et des salariés sous statut local, le tableau est nettement moins présentable, et la situation ne s'améliore pas.

Combien sommes-nous? Le tableau des effectifs mondiaux au 30 juin 2013 fait état de **3.125** CDI, CDD et pigistes réguliers (hors filiales, allemandes notamment).

Total AFP = 1.301 Métropole + 1.824 International = 3.125 personnes

En **Métropole**, l'agence comptait au 30 juin 2013 un total de 1.031 CDI, auxquels s'ajoutaient 270 précaires (57 CDD, 3 intérimaires et 210 pigistes).

➤ **Taux de précarité en Métropole = 20,8%.**

Ces chiffres ne tiennent ni compte des salariés sous régie, ni des apprentis, des stagiaires ou des correspondants locaux de presse.

Sur **l'international** (hors Métropole, hors filiales), il y avait 1.121 CDI et 703 précaires = **1.824** personnes au total (289 expatriés statut siège + 832 CDI locaux + 35 CDD locaux + 668 pigistes).

Total CDI statut siège ou local = 1.121

Total non-titulaires (= précaires) = 703

➤ **Taux de précarité Monde (hors Métropole) = 38,5%**

Des sans-droits ! Les récents licenciements brutaux de journalistes à Zagreb et Belgrade montrent de nouveau que les salariés locaux sont mal protégés et ne disposent pour la plupart pas d'instances du personnel pour les représenter vis-à-vis de la direction.

Sur un total de 3.125 personnes travaillant pour l'AFP mondialement, seules 1.590 relèvent du droit français (= 50,9%), et donc des délégués du personnel et du Comité d'entreprise du siège.

Cette situation de précarité et de non-droit n'est pas digne d'une agence internationale dont la mission d'intérêt général consiste à assurer le droit à l'information, et donc à favoriser la vie démocratique.

La précarité est évidemment liée au nombre insuffisant d'embauches. Selon le bilan social, seulement 37 salarié-e-s ont été titularisé-e-s sous statut siège en 2012, dont 25 journalistes.

Absences pour maladie en hausse

Le nombre moyen de jours d'absence pour maladie par salarié s'élevait en 2012 à 12,7 jours pour les cadres administratifs, 11,1 jours pour les ouvriers, 8 jours pour les employé-e-s, 7,8 jours pour les journalistes et 3,3 jours pour les cadres techniques. **Le nombre de jours d'absence pour maladie a fortement augmenté en 2012** chez les cadres administratifs (+50%), les ouvriers (+26%) et les journalistes (+15%), alors qu'il a reculé chez les cadres techniques et les employé-e-s.

Ces évolutions ne peuvent pas uniquement s'expliquer par la pyramide des âges.

¹ Communiqué de la direction : <http://asap.afp.com/asap/document/23278b64-90dd-4ac6-9678-2ed5b3fa7173>

² Cf. <http://www.sud-afp.org/spip.php?article141>

Blocage des salaires, sauf pour la direction

Un indicateur qui ne trompe pas: on constate pour 2012 un **recul de la masse salariale annuelle totale, rapportée à l'effectif mensuel moyen**, pour les journalistes, les employé-e-s, les ouvriers et sur l'ensemble du personnel statut siège. Elle n'a augmenté que pour les cadres administratifs et techniques (sous l'effet d'embauches à la direction?).

La **rémunération moyenne** du mois de décembre, divisée par le nombre de salariés permanents toute l'année (hors primes et 13e mois), n'a augmenté que de 3,14% en deux ans, de 2010 à 2012. Sur la même période 2010-2012, le montant global des **dix rémunérations les plus élevées** a augmenté de **+4,22%**, à 1.549.336€, soit un salaire mensuel brut moyen de 11.917,97€.

Un tableau du bilan social rappelle que TOUS les salariés statut siège ont une **durée hebdomadaire de travail moyenne de 35h**. Mais ça, c'est la théorie, beaucoup de salariés étant confrontés aux sous-effectifs et aux horaires à rallonge, parfois sans tableau de service. Sans parler du fait que pour la direction, les astreintes "*n'existent pas*".³

Parmi les autres points évoqués, le **budget formation**: le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue, qui s'élevait à 3,51% en 2011, a reculé à 3,11% en 2012. Le budget a été essentiellement consommé par Iris, laissant peu de place pour d'autres formations.

Pour résumer: **un mauvais bilan social**. L'élus *SUD* aurait voté contre, mais nous n'avons plus de votant au CE depuis le départ en retraite de David Sharp il y a quelques mois. Les élus CFDT, FO et SNJ se sont abstenus, tandis que deux élus CGT ont voté pour.

Service anglophone: quelles perspectives?

Faut-il orienter le service anglophone sur "*les jeunes qui ne lisent plus de journaux*" et "*qui consomment l'information*"? C'est l'une des pistes suggérées par le rapporteur de la direction qui a introduit un débat sur les perspectives du service en anglais. Son intervention a été utilement recadrée par le PDG lui-même: il a souligné que l'agence se battait actuellement auprès de Bruxelles et du gouvernement français pour faire reconnaître que l'ensemble de son activité se situait dans un "*contexte plurilinguistique et d'intérêt général*".

SUD s'est félicité de cette prise de position d'Emmanuel Hoog. Nous avons rappelé que le développement du service anglophone était une des priorités du Contrat d'objectifs et de moyens 2009-2013 (signé par l'Etat français et l'AFP), qui était lié à un projet de développement commercial basé sur la casse du Statut de 1957.⁴ Les objectifs commerciaux étant loin d'être atteints, il faut selon *SUD* tirer un bilan critique et **définir comment l'AFP peut développer ses services de langue, en les situant clairement dans le cadre de sa mission d'intérêt général**.

Nous avons parallèlement attiré l'attention de la direction sur le fait que les différences de statut, et donc de **droits sociaux, professionnels et démocratiques**, concernaient particulièrement les salariés travaillant pour le service anglophone (et les autres services non francophones).

Paris, le 22 juillet 2013

SUD-AFP (SUD Culture & Médias Solidaires)

Sud Solidaires
AGENCE FRANCE PRESSE

Préparer les réunions avec la direction, intervenir de façon compétente dans l'intérêt des salarié-e-s, vous écouter et vous informer... Tout cela demande un gros travail individuel et collectif, réalisé par une équipe malheureusement trop restreinte. Aidez-nous à devenir encore plus efficaces: contactez-nous, abonnez-vous à SUD-Infos pour recevoir nos communiqués par courriel, **REJOIGNEZ-NOUS**. Se syndiquer est un droit constitutionnel !

Contact : sudafp@orange.fr

³ Cf. voir les dernières réunions des délégués du personnel (lien intranet): <http://asap.afp.com/asap/rhportal/communiqués/reponses-direction-dpj/>

⁴ Cf. <http://www.sud-afp.org/spip.php?article55>